

[ACCUEIL \(/\)](#)[MONDE \(HTTP://WWW.LESECHOS.FR/MONDE/INDEX.PHP\)](http://www.lesechos.fr/monde/index.php)

ETATS UNIS

Chine contre Etats-Unis, les vrais chiffres d'une guerre commerciale

RICHARD HIAULT ([HTTP://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=115](http://www.lesechos.fr/journalistes/index.php?id=115)) | Le 01/12 à 06:00



Des ouvriers dans le parc industriel du district de Jiangning, dans le sud-ouest de la Chine. La désindustrialisation des Etats-Unis, et d'une manière plus globale celle des pays industrialisés, ne date pas de l'entrée de la Chine à l'OMC. - Photo Sipa Asia/Zuma/Réa

Donald Trump accuse la Chine d'avoir fait disparaître des milliers d'emplois sur le sol américain. Elle n'est pourtant pas la seule responsable des déboires industriels américains.

Des bâtiments désaffectés ; un étudiant en larmes, désespéré de ne pas trouver un travail décent ; des patrons de PME ayant fermé leurs entreprises ou délocalisé leur production ; des consommateurs hilares expliquant ne pas avoir d'autre choix que d'acheter des écrans TV, des vélos, des guirlandes de Noël ou des jouets made in China dans les grandes chaînes américaines... Intitulé « Death by China » (mort à cause de la Chine), le reportage de près d'une heure trente réalisé par Peter Navarro et diffusé par Netflix ne fait pas dans la nuance. C'est ce film - visible sur YouTube - qui a été récemment mis en avant par Dan DiMicco, conseiller au commerce de Donald Trump, pour illustrer les ravages supposés de la concurrence chinoise. Un des thèmes favoris du président élu pendant la campagne.

PUBLICITÉ

Surfant sur la vague d'un sentiment de déclassement des classes moyennes américaines et la colère des ouvriers ayant perdu leur emploi, Donald Trump n'a pas ménagé ses attaques contre les accords de libre-échange conclus par les Etats-Unis. Mais, c'est surtout la Chine qu'il a dans son viseur. Petit florilège des propos tenus ces derniers mois : « *La Chine s'est enrichie grâce aux Etats-Unis. Elle s'est reconstruite grâce à l'argent et aux emplois qu'elle a pompés ici.* » La Chine, a également assuré Trump, a réussi « *à faire disparaître des millions d'emplois productifs sur le sol américain* ». Elle manipule sa monnaie - le yuan - pour « *affaiblir la base industrielle des Etats-Unis* » et construit « *une grande muraille protectionniste qui empêche les entreprises américaines de pénétrer le marché chinois* ». En résumé, « *c'est le plus grand vol de l'histoire du monde* »... La riposte est à la hauteur de ces reproches. Le futur président des Etats-Unis a promis d'instaurer des taxes à l'importation de 45 % sur les produits chinois. Il menace même de quitter l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui est, selon lui, « *une catastrophe. Nous allons renégocier ou sortir* », avertit-il.

Il est vrai que, depuis l'arrivée de la Chine à l'OMC en 2001, les chiffres donnent le vertige. En quinze ans, le déficit commercial des Etats-Unis vis-à-vis de Pékin est passé d'environ 50 milliards de dollars à plus de 365 milliards en 2015. « *Pour la première fois, nos entreprises pourront vendre et distribuer aux Chinois des produits fabriqués ici, aux Etats-Unis, par nos travailleurs* », avait pourtant promis Bill Clinton, en 2001. La réalité est bien différente... Dans les faits, les Etats-Unis ont surtout exporté... leurs emplois et fermé leurs usines. Combien ? Peter Navarro évoque la disparition de 57.000 entreprises, et soutient que plus de 25 millions d'Américains ne peuvent trouver un emploi décemment payé à cause de la concurrence chinoise. Le think tank Economic Policy Institute estime que l'accroissement des importations chinoises entre 2001 et 2011 a déplacé près de 3,3 millions d'emplois américains, dont un tiers pour la seule industrie des produits électroniques. Sur la même période, le gonflement du déficit commercial sino-américain a détruit 2,7 millions d'emplois aux Etats-Unis. Dans leur étude publiée en 2013, les professeurs David Autor (MIT) et Gordon Hanson (université de Californie à San Diego) parviennent à peu près aux mêmes conclusions.

Avantage comparatif contre surconsommation

Donald Trump serait donc dans le vrai ? « *Accuser la Chine d'être seule à l'origine des déboires industriels des Etats-Unis est plus que réducteur*, s'insurge Pascal Lamy. Pour l'ancien directeur général de l'OMC, aujourd'hui président d'honneur de l'Institut Jacques Delors, *c'est l'intégration de l'Asie en général dans le processus de production des biens manufacturiers qui explique ce phénomène.* » « *Les Etats-Unis souffrent d'un déficit commercial chronique avec la zone Asie depuis plus de trente ans* », précise-t-il. Dans les années 1970 et 1980, le Japon, la Corée du Sud et Taïwan étaient sur le banc des accusés. Aujourd'hui, c'est la Chine. Demain, ce sera peut-être l'Inde, avance Patrick Messerlin, professeur d'économie à Sciences po. « *Dans le capitalisme de marché, la Chine a simplement profité de son avantage comparatif - le faible coût de sa main-d'oeuvre - pour devenir l'usine d'assemblage mondiale* », ajoute Pascal Lamy. « *Le vrai problème des Etats-Unis est qu'ils vivent au-dessus de leurs moyens depuis quarante ans. Le jour où leur déficit budgétaire se réduira et où les Américains épargneront plus, le problème de leur déficit commercial se résorbera* », prédit Jean-Marc Siroën, professeur de sciences économiques à Paris Dauphine.

De fait, la désindustrialisation des Etats-Unis, et, d'une manière plus globale, celle des pays industrialisés, ne date pas seulement de l'entrée de la Chine à l'OMC. « *Le déclin de l'emploi manufacturier dans les pays industriels, dont les Etats-Unis, est structurel* », observe André Sapir, consultant du think tank Bruegel et professeur d'économie européenne à l'Université libre de Bruxelles. C'est une tendance lourde qui a commencé dès le début des années 1970. L'ensemble des pays du G7 représentait encore 70 % de l'emploi manufacturier en 1970. Cette part a chuté à 47 % en 2010. Parallèlement, la Chine, partie de quasiment zéro, compte désormais 19 % du total. Pour les seuls Etats-Unis, la part de l'emploi hors secteur agricole dans l'économie est passée de 39 % au sortir de la Seconde Guerre mondiale, à 8,6 % en juin 2015, selon le NBER (National Bureau of Economic Research).

Il n'en demeure pas moins que la Chine est l'une des grandes gagnantes de la mondialisation de ces vingt dernières années. Grâce à son entrée à l'OMC, qui a fait sauter un précieux verrou. Avant son intégration, elle bénéficiait aux Etats-Unis de la clause de la nation la plus favorisée. Ce qui permettait l'entrée de ses produits sur le sol américain aux mêmes conditions que les autres pays. Soit des droits de douane de 3,4 % au lieu de 37 %. Mais ce statut était soumis à renouvellement chaque année par un vote du Congrès américain. Une épée de Damoclès qui a pu limiter les investissements chinois à l'export. Dès son adhésion, cette incertitude ayant été levée, les multinationales, américaines mais aussi européennes et japonaises, ne se sont pas privé d'investir dans le pays. Avec pour résultat une envolée des exportations chinoises. A en croire les experts, aucun cadeau n'a été fait à la Chine en 2001. Patrick Messerlin est de ceux-là. *« Nous avons imposé des conditions draconiennes à la Chine lors de son accession à l'OMC. Nous lui avons demandé de faire en dix ans ce que nous-mêmes avons réalisé en trente ans. Aujourd'hui, la Chine connaît à son tour les mêmes problèmes de délocalisation d'emplois dans les pays voisins du Sud-Est asiatique. »* « Par rapport à d'autres grands pays émergents, la Chine a payé deux à trois fois plus cher son ticket d'entrée à l'OMC », renchérit Pascal Lamy.

Antoine Brunet, ex-chef économiste d'HSBC France, aujourd'hui géoéconomiste, ne partage pas cet avis. *« Sous la pression des multinationales américaines et de Wall Street, la classe politique américaine a commis le péché originel de permettre l'entrée de la Chine à l'OMC. Les Etats-Unis ont choisi de pratiquer le libre-échange absolu avec le pire des pays protectionnistes, la Chine, dont la monnaie est largement sous-évaluée. »* Or, poursuit-il, c'est une erreur stratégique majeure que d'instaurer un libre-échange avec des pays ne pratiquant pas les mêmes règles. *« L'Angleterre et la France, entre 1860 et 1914, l'ont appris à leurs dépens en s'obstinant à pratiquer le libre-échange avec deux pays qui, à l'époque, entendaient bien rester protectionnistes, l'Allemagne et les Etats-Unis. Cela a conduit à leur affaiblissement géopolitique et permis une montée en puissance industrielle et militaire de l'Allemagne. Et, in fine, à la Première Guerre mondiale. »* Concrètement, cette distorsion des règles n'a pourtant pas provoqué une explosion des conflits au sein de l'OMC.

Relancer le cycle de Doha

En termes de contentieux devant l'organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC, ce sont les Etats-Unis et l'Union européenne qui sont largement en tête. La Chine n'a été attaquée qu'à 37 reprises contre 82 pour l'Union européenne et 127 pour les Etats-Unis. En réalité, les grandes puissances commerciales s'accommodent toutes des règles plus ou moins lâches de l'organisation internationale. Pour Sébastien Jean, directeur du Cepii, *« la Chine respecte les règles. Mais elle utilise tous les recours (http://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_recours.html#xtor=SEC-3168), pour gagner du temps, lorsqu'elle est attaquée par un pays membre de l'OMC. Et les procédures aboutissant à une condamnation sont longues »*. Pour Pascal Lamy, *« la Chine ne triche pas. Mais elle est redoutable d'efficacité quand il s'agit de profiter des moindres défauts d'une réglementation de l'OMC loin d'être aujourd'hui parfaite »*. Si la Chine ne peut quasiment rien faire sur les droits de douane qu'elle applique, en revanche, elle ne se prive pas d'utiliser à son avantage les subventions ou les restrictions à l'exportation de ses propres produits, à l'instar des terres rares. Sa politique en matière de subventions agricoles reste opaque. Mais, les Etats-Unis sont loin d'être des enfants de choeur. *« Leur politique antidumping, pour défendre leurs propres industries, est loin d'être irréprochable »*, avance Sébastien Jean.

Bloquées depuis 2001, les négociations sur le cycle de développement de Doha n'arrangent pas les affaires de l'OMC. Il faudra bien un jour ou l'autre adapter les règles du commerce international et se mettre sérieusement autour de la table. Sur ce plan, Donald Trump a raison de vouloir faire évoluer le système. Mais quitter l'organisation, comme il menace de le faire, serait catastrophique pour les Etats-Unis. Surtout s'il met en pratique sa fameuse taxe de 45 % sur les produits chinois. Pékin n'aurait plus, alors, à consacrer plusieurs années de procédure devant l'ORD pour contester cette décision américaine, mais serait en droit de répliquer immédiatement. En clair, c'est une guerre commerciale dévastatrice qui éclaterait. Et tout le monde y perdrait. *« Si Donald Trump passe à l'acte, il va saper la compétitivité des grandes multinationales américaines. Sans l'entrée de la Chine à l'OMC, et s'ils n'avaient pas pu délocaliser leur production, je ne suis pas sûr qu'Apple ou HP se porteraient si bien »*, observe Jean-Marc Sirœn. *« Il ne faut pas perdre de vue que près de 40 % des exportations américaines s'inscrivent dans des chaînes de valeur internationales. Le coût d'une taxe de 45 % sur les produits chinois est potentiellement prohibitif. C'est sans doute le meilleur garde-fou contre un conflit commercial de grande ampleur »*, rassure Sébastien Jean. D'autant qu'une telle mesure se répercuterait avant tout sur les classes moyennes américaines, qui devraient payer plus cher les produits importés qu'elles consomment. Pis encore, d'autres destructions d'emplois américains seraient à redouter. Le Peterson Institute, dans une étude, évalue leur nombre à 4,8 millions en cas d'un conflit commercial dur entre les Etats-Unis et la Chine.

LES POINTS À RETENIR

Donald Trump n'a pas ménagé ses attaques contre les accords de libre-échange conclus par les Etats-Unis.

Le futur président des Etats-Unis a promis d'instaurer des taxes à l'importation de 45 % sur les produits chinois.

Une telle mesure se répercuterait avant tout sur les classes moyennes américaines, qui devraient payer plus cher les produits importés qu'elles consomment.

@RHIAULT (<https://twitter.com/RHIAULT>)

Suivre

(javascript:void(0);)

